

Le budget—M^{me} McDonald

• (1640)

Les cotisations à l'assurance-chômage ont augmenté de 34 p. 100. Les taxes de vente ont augmenté de 62 p. 100, ce qui est encore pire. Les impôts indirects continuent à augmenter en même temps que l'injustice s'accroît.

Je voudrais pendant quelques instants parler du secteur dont je suis responsable, celui de la culture. Dans les prévisions de dépenses du gouvernement concernant les organismes culturels, il y a des gagnants et des perdants. Les dépenses globales ont diminué. Elles n'ont pas suivi l'augmentation du coût de la vie, comme l'avait promis le gouvernement conservateur. Malheureusement, la ministre des Communications (M^{me} MacDonald) a publié une déclaration très trompeuse au sujet des prévisions de dépenses, après leur dépôt. Je voudrais citer un extrait du communiqué de presse:

Dans une déclaration publiée à Ottawa aujourd'hui, la ministre des Communications a dit qu'elle se réjouissait de voir que les fonds alloués à la Société Radio-Canada pour l'année financière 1987-1988 allaient augmenter de 50 millions de dollars et le budget des Communications de 82 millions de dollars.

La ministre a signalé également que même si les ressources affectées au fonctionnement de son ministère vont diminuer de 2 millions de dollars, les organismes culturels suivants verront leurs ressources globales augmenter de 34 millions de dollars:

Puis elle donnait la liste de ces organismes: le Conseil des Arts du Canada, 5 millions de dollars; Téléfilm Canada: 3 millions; le CRTC: 2 millions; l'Office national du Film: 1 million; la Bibliothèque nationale: 1 million; les Musées nationaux: 19 millions; les Archives publiques: 1 million et le Centre national des Arts: 2 millions. Malheureusement, ces chiffres sont faux. La ministre a créé une catégorie tout à fait nouvelle intitulée «Ressources» et on voudrait faire croire aux gens que c'est le montant des crédits alloués à ces organismes. Ce n'est pas le cas. En fait, la ministre a additionné les crédits parlementaires aux autres fonds disponibles. C'est pourquoi si le Centre national des Arts augmente le prix des aliments et des boissons qu'il vend, comme c'est le cas, ses ressources augmentent et cela donne l'impression que le gouvernement lui alloue plus de crédits, ce qui est absolument faux. En fait, le Centre national des Arts a vu son budget diminuer de 4,1 p. 100 en termes réels. Au lieu d'une augmentation de 2 millions, il n'a pas obtenu un sou de plus. En termes réels, son budget a même diminué. Le ministre a prétendu que le Conseil des Arts avait obtenu 5 millions de plus. En réalité, son financement demeure à peu près stable. La diminution est très légère, soit de 0,1 p. 100. Je remarque que le Conseil des Arts disposera de 2 millions de moins l'année prochaine pour accorder des subventions. On ne peut donc pas parler d'une augmentation, car les artistes auront moins d'argent à leur disposition.

Il y a eu des majorations dans certains domaines tels que les musées, mais comme ils s'installent dans de nouveaux bâtiments, cela entraîne évidemment des dépenses. Bien sûr, Radio-Canada, notre principal organisme culturel, a vu ses dépenses baisser de 13 p. 100 depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir. Radio-Canada dispose seulement de 87 p. 100 du budget qui était le sien avant l'élection du gouvernement et ce dernier avait évidemment promis de l'indexer au coût de la vie. Nous estimons qu'il s'agit là d'une situation tragique pour nos organismes culturels.

[Français]

Il faut condamner ce gouvernement à propos de ce Budget pour son manque d'imagination et d'initiative. Il avait la possibilité de promouvoir la création d'emplois et l'investissement dans l'avenir du pays. Il aurait pu appuyer l'éducation postsecondaire, la formation professionnelle et la recherche et le développement technologiques. Malheureusement, au lieu de prendre l'avenir en main, il a échoué. Au lieu de favoriser le renouveau économique, il s'est contenté de protéger ses amis, les sociétés privées. Au lieu d'assurer la justice aux familles et aux Canadiens ordinaires, il a préféré augmenter leurs impôts et les taxer indirectement davantage. Les mesures qui privilégient les riches, telles les exemptions sur les gains en capital, ont été maintenues. Ce n'est pas un budget réaliste, ce n'est pas un budget pratique, ce n'est pas un budget juste, ce n'est pas un budget: c'est un scandale.

[Traduction]

Pourquoi nous présenter un budget aussi immobiliste? Il y a sans doute une raison à cela. Le gouvernement a d'autres chats à fouetter. Il a d'autres priorités. Il pense que la seule façon de nous sortir de nos difficultés économiques c'est de miser sur le renouveau économique d'un autre pays et de nous associer aux États-Unis dans le cadre d'un accord de libre-échange. Les libéraux et les conservateurs ont toujours considéré le commerce comme une panacée. Dans les années 30, au beau milieu de la crise, ces deux partis ont eu le culot de proposer le commerce comme remède à tous les maux. Ils n'étaient pas disposés à dépenser. Ils n'étaient pas disposés à investir dans la création d'emplois, dans l'assurance-chômage ou toute autre mesure pratique. C'était à celui des deux qui serait le plus en faveur du commerce. Par le passé le commerce a donc été considéré comme une panacée, mais évidemment, cela n'a pas marché.

Je suis fière des résultats obtenus par le gouvernement du Manitoba et celui du Yukon, deux gouvernements néo-démocrates qui ont réussi à réduire le chômage. Ils l'ont fait non pas grâce à des mesures illusoirement visant notamment à développer le commerce, mais en faisant de la création d'emplois une véritable priorité, en prenant des mesures pour remplacer les importations par des produits locaux, en instaurant des programmes d'achats locaux, en établissant des programmes pratiques pour relancer leur économie et redonner du travail aux gens. Par la même occasion, cela leur a rapporté des recettes fiscales qui leur permettent de soutenir mieux que jamais les programmes sociaux dont nous avons besoin.

Le Nouveau parti démocratique a des solutions positives et concrètes à proposer en vue d'un renouveau économique. Tant que nous n'aurons pas eu l'occasion de les mettre en oeuvre, nous déploierons le maximum d'efforts, dans les rangs de l'opposition, pour faire triompher ces idées. Nous préférons les mesures équitables aux mesures injustes, et la création d'emplois au chômage. Ce budget ne sert pas les intérêts du Canadian moyen. Il ne sert pas les intérêts à long terme de notre pays. Pour ces excellentes raisons, mes collègues du Nouveau parti démocratique et moi-même voterons contre ce budget.

M. Holtmann: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les propos de la députée de Broadview—Greenwood (M^{me} McDonald) et la position qu'elle a exposée au nom du